Projet de règlement grand-ducal

- 1. déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle;**
- 2. fixant les indemnités d'apprentissage dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur santé et social.**

Avis du Conseil d'Etat

(2 juillet 2013)

Par dépêche en date du 7 juin 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir pour avis au Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact ainsi que d'une fiche financière. Etaient jointes également deux annexes A et B qui font partie intégrante du règlement en projet.

Au moment de l'adoption du présent avis, le Conseil d'Etat a seulement eu communication de l'avis de la Chambre des salariés, le 26 juin 2013.

Considérations générales

L'objet du texte sous examen, susceptible d'entrer en vigueur dès le 16 juillet 2013, est d'abord de déterminer les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle pour l'année scolaire 2013/2014 et de fixer les indemnités d'apprentissage pour les métiers et professions de certains secteurs d'apprentissage.

C'est la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle qui confère la base légale au texte soumis. Le Conseil d'Etat, qui se déclare d'accord avec la visée générale du projet de règlement, se dispense d'en reproduire les détails, amplement expliqués dans l'exposé des motifs.

Examen des articles

Préambule

Au premier visa, les références aux articles 10 et 18 sont à supprimer, ne constituant pas un fondement légal direct au texte sous rubrique.

Le deuxième visa doit s'écrire de la façon suivante:

« Vu les avis de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers et de la Chambre des salariés; ».

Le Conseil d'Etat constate qu'au moment d'émettre son avis toutes les chambres professionnelles énumérées n'ont encore soumis leurs avis.

Le Conseil d'Etat tient cependant à rappeler qu'à l'occasion de la réforme ayant abouti à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, le législateur avait intégré dans le texte de l'article 30 l'obligation de concertation avec les chambres professionnelles concernées pour ce qui est de la définition des professions et métiers. En ce qui concerne les indemnités d'apprentissage trouvant leur base légale dans l'article 38 de la loi précitée, la loi exige l'avis obligatoire des chambres professionnelles compétentes. Sous peine d'exposer le texte sous avis à la sanction de l'article 95 de la Constitution, l'exigence de ces formalités et leur indication au préambule constitue une obligation légale.

Article 1^{er}

Des formules tendant à préciser que sont indistinctement visées les personnes des deux sexes sont à omettre dans un texte de cette nature. Dès lors, le Conseil d'Etat demande de supprimer purement et simplement les deux dernières phrases de l'article sous examen.

Article 2

Sans observation.

Articles 3 et 4 (4 et 3 selon le Conseil d'Etat)

L'ordre des deux articles est à inverser, les dispositions relatives à la mise en vigueur devant toujours suivre les dispositions abrogatoires.

Article 5

Sans observation.

Annexes A et B

Le Conseil d'Etat constate que ces annexes font usage par endroits de termes rédigés en allemand. Dans ce contexte, il échet de relever que la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dispose dans son article 2, alinéa 1^{er}, que « les actes législatifs et leurs réglementations sont rédigés en français ». Même si le Conseil d'Etat peut comprendre que les auteurs désirent reprendre la terminologie allemande exacte pour les formations organisées en Allemagne, il se doit toutefois d'exprimer sa réticence quant à l'emploi d'une langue autre que le français dans les textes législatifs et réglementaires. Les auteurs du projet sous avis devront veiller à citer, pour

le moins, systématiquement les formations par leur dénomination française en premier lieu et, le cas échéant, la terminologie allemande entre parenthèses en second lieu.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 2 juillet 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen